

Les chiffres de l'insécurité 2010 :

L'insécurité⁽¹⁾ traduit le sentiment de vivre dans un environnement physique ou social favorisant les atteintes aux personnes et aux biens. Héritage patent de la politique du Président de la République et de son gouvernement, la politique de sécurité, depuis 2002, s'appuie sur ce sentiment d'insécurité prégnant dans notre société. Aisément manipulable dans le débat public au travers de récupération médiatique de faits divers ou bien de rapports ministériels annuels, le sentiment d'insécurité traduit-il réellement les chiffres du terrain ?

Le rapport⁽²⁾, paru fin Novembre 2011, de l'Organisation Nationale de la Délinquance et des Réponses Pénales fait état des chiffres suivants sur la période 2005-2010 :

Nombre de faits constatés par indicateur de 2005 à 2010 en France métropolitaine.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Atteintes aux biens	2 633 571	2 534 097	2 363 519	2 243 498	2 227 649	2 184 460
Vols	2 098 055	2 040 335	1 901 124	1 805 876	1 816 508	1 803 993
- Vols sans violence	1 973 455	1 913 145	1 788 239	1 699 243	1 703 743	1 682 955
- Vols avec violence	124 600	127 190	112 885	106 633	112 765	121 038
Destructions, dégradations	535 516	493 762	462 395	437 622	411 141	380 467
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	411 350	434 183	433 284	443 671	455 911	467 348
Violences physiques crapuleuses	124 857	127 400	113 060	106 869	112 909	121 192
Violences physiques non crapuleuses	188 494	206 903	219 455	233 533	239 876	241 201
Violences sexuelles	23 868	22 864	23 247	24 031	23 253	22 963
Mensaces ou chantages	74 131	77 016	77 522	79 238	79 873	81 992
Escroqueries et infractions économiques et financières	318 680	334 064	345 416	381 032	370 728	354 656
Infractions révélées par l'action des services	317 422	335 160	354 295	384 784	372 264	359 292
- dont infractions à la législation des stupéfiants	144 561	151 487	157 008	177 964	174 870	172 401
- dont infraction à la police des étrangers	76 903	87 821	98 332	100 402	95 128	85 837

Ces résultats donnés par Brice Hortefeux, alors Ministre de l'Intérieur, en Janvier 2011 lors de ces vœux à la presse font apparaître deux tendances depuis 2005 : la diminution de 20% progressive des atteintes aux biens, d'une part, mais l'augmentation, d'autre part, des atteintes à l'intégrité physique de la personne et des escroqueries financières. Lors de ces vœux, Mr Hortefeux a brandi en étendard la diminution de la délinquance grâce évidemment à la politique répressive entamée en 2005 sous l'égide de Nicolas Sarkozy alors Ministre de l'Intérieur. C'est là que la manipulation politique commence. En effet, la réalité qu'observent les sociologues⁽³⁾ spécialisés dans la sécurité est que notre société est la moins violente qui ait pu exister : les homicides diminuent, les atteintes aux biens diminuent, les faits constatés diminuent aussi. La place médiatique occupée par ces discours au regard du peu d'échos qu'ont les études officielles, de sociologues du CNRS notamment, auprès de nos élites pensantes font du sentiment d'insécurité le sentiment qui domine la place médiatique, qui est mis sur le devant de la scène par les différents ministres de l'Intérieur qui se sont succédés sous le règne de Nicolas Sarkozy.

Ce discours électoraliste cache des vérités que le gouvernement se cache bien de donner. En effet, la politique du chiffre instaurée dans les services de l'ordre et la nécessité du résultat qui en résulte, le discrédit de la police de proximité et les manœuvres répressives n'ont pas réussi à empêcher l'augmentation des atteintes physiques à la personne, vérité⁽⁴⁾ qui est bien sûre négligée

dans le résumé des vœux pour l'année de Mr Hortefeux sur le site du ministère de l'Intérieur. Les mesures prises pour contrer ce phénomène, instauration de l'utilisation de caméra vidéo surveillance par exemple et augmentation jusqu'en 2009 des effectifs de police, s'avèrent donc être contreproductives. En effet, un rapport⁽⁵⁾ rendu par la Cour des Comptes et diligenté par Mr Philippe Seguin évoque l'inefficacité des caméras de vidéo surveillance. En outre, le coût d'utilisation prohibitif soutenu par les communes et l'absence de cadre légal précis font de cette décision un échec total. Ce rapport note que les effectifs au lieu d'être augmenter devrait être mieux réparti au regard des réalités démographiques. Enfin, les escroqueries et autres infractions financières et économique ne cessent d'augmenter depuis 2005, une augmentation qui atteint 15%. Mais, le coût, pour la société, de ces manœuvres crapuleuses est très difficile à calculer. En outre, les 1000 employés⁽⁶⁾, dont 650 fonctionnaires, de la Sous-Direction des Affaires économiques et financières semblent bien peu nombreux face à la criminalité des cols blancs.

En conclusion, face à des problèmes qui s'aggravent, le gouvernement pratique la politique de l'autruche. La baisse avérée des faits constatés brandit par le Ministre de l'Intérieur trahit pourtant un échec, au travers de l'augmentation des escroqueries financières et de l'atteinte à l'intégrité physique de la personne, de la politique du chiffre établie depuis le commencement du mandat de Nicolas Sarkozy. Pourtant des solutions face à ses problèmes, eu égard des propositions faites par la Cour des Comptes, existent bel et bien.

Fabienne ABOUAF
Florian NUNEZ

Webographie :

1. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ins%C3%A9curit%C3%A9/43306>
2. http://www.inhesj.fr/fichiers/ondrp/rapport_annuel/ra2011/synthese_rapport_2011.pdf
3. http://languedoc-roussillon.france3.fr/la-voix-est-libre-languedoc-roussillon/index.php?page=article&numsite=6491&id_rubrique=6605&id_article=14798
4. http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_la_une/toute_l_actualite/securite-interieure/resultats-politique-securite-en-2010
5. <http://insecurite.blog.lemonde.fr/2011/07/08/rapport-de-la-cour-des-comptes-sur-la-politique-de-securite-ou-est-le-probleme/>
6. http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_l_interieur/la_police_nationale/organisation/dcpj/organisation-structure-dcpj